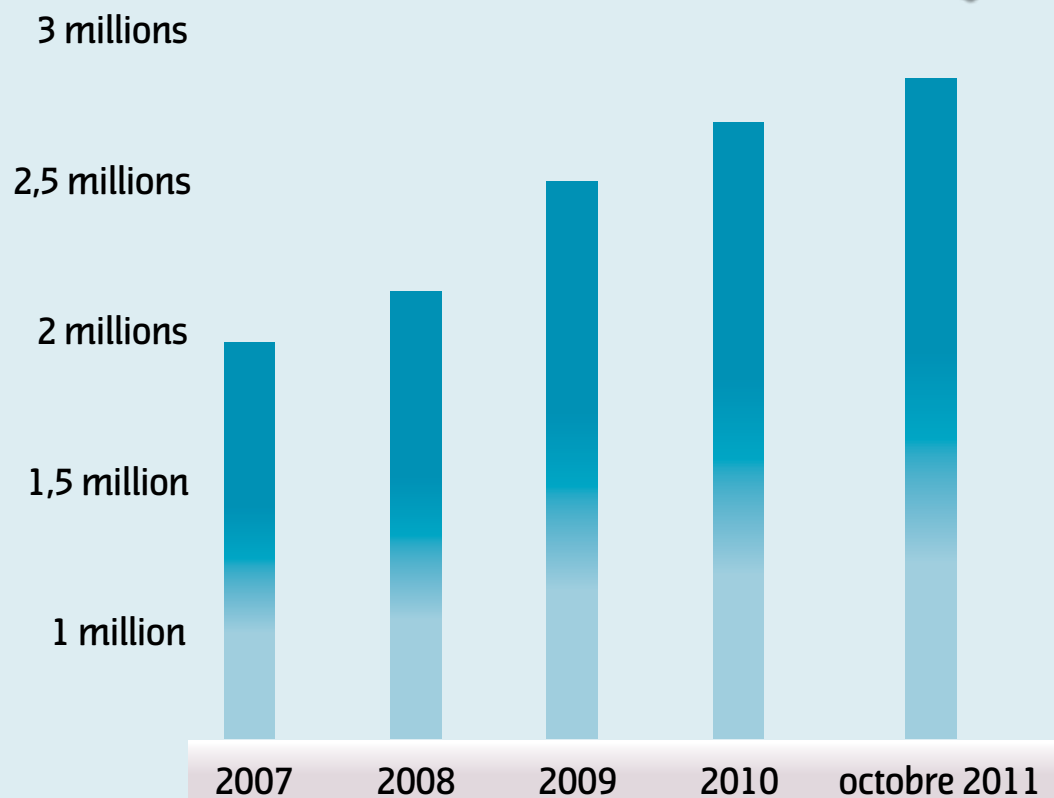


La droite, c'est le chômage



Malgré les promesses répétées du gouvernement, le chômage est en forte hausse et la croissance en chute libre. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a encore augmenté de 34 400 en octobre, soit 130 000 personnes en plus en un an et 700 000 depuis juin 2007. L'OCDE annonce que la France traverse une récession fin 2011 et abaisse sa prévision de croissance à 0,3 % pour 2012.

Ces chiffres sanctionnent l'échec de la politique menée par Nicolas Sarkozy. Le Parti socialiste veut porter dès mai 2012 un changement profond, par la relance d'une politique économique créatrice d'emplois, basée sur le développement d'une industrie qui renouera avec l'innovation, et fondée sur une grande ambition pour la jeunesse de notre pays.

L'AGENDA

3-4 décembre

► Tous sur le pont
Pour une autre politique
face à la crise

10 décembre

► Convention
Ratification des
candidatures aux
élections législatives



L'info en continu

Patrick Bloche, 24/11/11

La Tribune

« La direction du journal La Tribune vient d'annoncer qu'elle demanderait le placement de l'entreprise en redressement judiciaire et a parallèlement annoncé un plan de cession et la recherche d'un repreneur. De par son existence même, La Tribune, seul journal économique ne dépendant pas d'un grand groupe, contribue au pluralisme dans le domaine de l'information économique. C'est pourquoi on peine à comprendre le silence et l'inaction du gouvernement, qui devrait pourtant tout faire pour assurer les conditions d'un réel pluralisme de l'information. Le PS tient à assurer les salariés de La Tribune de son soutien. »

Martine Aubry, 25/11/11

Égypte

« C'est avec une profonde indignation que j'ai appris que la journaliste de France 3 Caroline Sinz a été victime de violences physiques et d'une agression sexuelle, place Tahrir en Égypte, alors qu'elle exerçait son métier et qu'elle couvrait les événements pour en informer le public français. Ces violences inacceptables portent atteinte à tous les journalistes et doivent être fortement dénoncées. Il faut sans relâche, partout dans le monde, défendre la liberté d'informer. Je veux assurer Caroline Sinz, ainsi que son équipe et l'ensemble de la rédaction, de ma totale solidarité. »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

0,3 %

BUREAU NATIONAL ET SECRÉTARIAT NATIONAL

Chômage

Le 16 novembre 2010, Nicolas Sarkozy déclarait lors d'une interview télévisée : « le chômage reculera l'année prochaine, l'économie repart ». Le bilan, un an plus tard, est édifiant : chômage en forte hausse et croissance en chute libre. « Nicolas Sarkozy ne s'est pas seulement trompé de prévision : il se trompe de politique économique », a déclaré Martine Aubry. « Après avoir multiplié les cadeaux fiscaux sans se préoccuper des déficits, il enchaîne les plans d'austérité sans se soucier des effets dévastateurs sur la croissance et le chômage. »

Réduction aveugle des dépenses publiques, subventions absurdes aux heures supplémentaires qui jouent contre l'embauche, baisse de 12 % du budget de l'emploi, ponction sur les classes moyennes et populaires par une multitude de taxes et de prélèvements nouveaux, « le gouvernement est en train de fabriquer une nouvelle récession par une politique absurde », a affirmé la Première secrétaire.

Au final, les industries ferment, les plans de licenciements se

multiplient, la croissance diminue et la dette continue de se creuser car sans croissance, aucun plan d'austérité ne ramènera jamais l'équilibre budgétaire. « La politique voulue par Nicolas Sarkozy est en échec, il est grand temps d'en changer. » Les solutions existent. Au niveau européen, il faut d'urgence autoriser la BCE à jouer son rôle de prêteur en dernier ressort pour mettre fin aux tensions sur les dettes, et mettre en place sans délai la taxe sur les transactions financières et un gouvernement économique pour remettre l'Europe sur le chemin de la croissance. En France, il faut supprimer les niches fiscales et les cadeaux fiscaux accordés par la droite aux plus aisés pour nous redonner les marges de manœuvre nécessaires pour une politique active menant de front réduction des déficits, sortie de crise par des actions ciblées sur l'emploi, l'investissement et le pouvoir d'achat, et préparation de l'avenir par une nouvelle politique industrielle et l'investissement dans l'éducation, la jeunesse, la recherche, et la transition écologique.

Agriculture

L'Assemblée nationale a adopté lundi 28 novembre une proposition de loi sur les certificats d'obtention végétale (COV) qui protège les intérêts des semenciers contre ceux des agriculteurs. Les députés socialistes se sont opposés à ce texte. Interdire aux agriculteurs d'utiliser leurs semences après récolte, c'est les rendre totalement dépendants des industries semencières, lesquelles ne se sont jamais engagées en faveur d'une meilleure rémunération des producteurs. En outre, cette disposition accélère la concentration entre les mains de quelques grands groupes internationaux de la reproduction des espèces cultivées. « Le PS réitère son attachement au droit des agriculteurs à utiliser librement leurs semences de ferme, et rappelle que seule la préservation de la diversité des espèces végétales cultivées garantit à long terme une lutte efficace contre la faim », a déclaré Germinal Peiro au nom du Secrétariat national.

VIE DU PARTI

Les adieux à Danielle Mitterrand

Les socialistes ont rendu un dernier hommage à Danielle Mitterrand, samedi 26 novembre dans le parc de l'abbaye de Cluny, en Saône-et-Loire où avaient lieu ses obsèques. Outre François Hollande, Martine Aubry, Manuel Valls, Arnaud Montebourg, Harlem Désir et le président des jeunes socialistes Thierry Marchal-Beck, un grand nombre de personnalités proches de la veuve de François Mitterrand étaient présents. Michel Joly, le président de la fondation France-Libertés qu'elle avait fondée, a rappelé ses convictions dans les valeurs de la gauche, ainsi que son rôle auprès de son époux : « pour lui, Danielle n'était pas une caution, mais une conscience irréductible », a-t-il déclaré.

Jeudi 24 novembre, plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées sur le Pont des Arts, dans la grisaille hivernale parisienne, pour lui témoigner, à

leur façon, leur attachement. Des centaines de roses avaient ainsi été entrelacées dans le parapet grillagé du pont et des ballons rouges lâchés dans le ciel.



Les socialistes à l'offensive

Au Sénat

Droit de vote des étrangers
Nicolas Sarkozy tente de reconquérir les voix de ceux qui se sont détournés de lui pour grossir les rangs du Front national en s'opposant aujourd'hui au vote des étrangers aux élections municipales, alors que par deux fois dans le passé il avait affirmé y être favorable.

« L'échec de sa politique en matière de sécurité, rend plus difficile l'exploitation électorale de ce thème. Alors il mise sur le rejet des étrangers pour reconquérir ces électeurs perdus », affirme François Rebsamen.

La gauche sénatoriale examinera cette proposition de loi le 8 décembre. « Les Sénateurs socialistes sont fiers de pouvoir voter ce texte, adopté en 2001 par les députés de gauche et que les Sénateurs de droite avaient enterré », déclare le Sénateur de Côte d'Or.

Projet de loi de finances 2012

Le groupe socialiste du Sénat rejette le budget travail-emploi en baisse de 12 % présenté par le gouvernement.

Réduction drastique des contrats aidés, baisse des aides au reclassement des salariés licenciés, diminution des dotations pour l'indemnisation du chômage, désengagement de l'Association nationale de formation professionnelle des adultes, etc. : toutes ces actions de la puissance publique sont touchées.

« Le choix du gouvernement obère gravement l'avenir des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle », selon le Groupe socialiste du Sénat qui, devant l'impossibilité d'améliorer un tel budget, a décidé de le rejeter.

Au Parlement européen

Sylvie Guillaume salue la parution du dernier rapport de l'Agence des droits fondamentaux sur les « Droits fondamentaux des migrants en situation irrégulière dans l'UE », qui fait suite à une série de trois rapports sur les droits des migrants en situation irrégulière. « Ce rapport est important dans la mesure où il montre comment les migrants

en situation irrégulière sont souvent privés de l'accès aux droits fondamentaux » : soins de santé notamment pour les enfants et les femmes enceintes, accès au système éducatif pour les mineurs ou à la justice pour obtenir, par exemple, le règlement des salaires impayés ou réparation en cas d'abus ou d'exploitation.

Le rapport dénonce également l'organisation d'opérations ciblées de « chasses aux clandestins », à proximité des écoles, centres de soins, ou même de « soupes populaires », ou encore les situations de vide juridique dans lesquelles sont des personnes en situation irrégulière, ni régularisables, ni expulsables.

« Cette analyse contraste avec la politique gouvernementale française qui met l'accent sur les chiffres à atteindre en termes de reconduites à la frontière, année après année. Nous parlons ici d'abord de droits humains qui doivent être respectés, qu'il importe le statut de la personne », a insisté l'eurodéputée.



L'info en continu

Bruno Julliard, chargé de l'enseignement scolaire dans l'équipe de campagne de François Hollande, 24/11/11

Revalorisation

« Nicolas Sarkozy s'était engagé, en contrepartie de la réduction du nombre d'enseignants, à leur offrir de meilleures perspectives de carrière et un meilleur niveau de vie. Une fois encore, avec les annonces faites par Luc Chatel au Salon de l'éducation, nous sommes très loin du compte. C'est d'une refondation profonde dont l'éducation a aujourd'hui besoin, qui passe par un nouveau contrat entre les enseignants et la Nation. C'est affirmer qu'être enseignant est un métier qui s'apprend et c'est ainsi reconstruire une véritable formation initiale et continue digne de ce nom, comme François Hollande s'y engage. »

Bernard Cazeneuve, porte-parole de François Hollande, 24/11/11

Droit de vote des étrangers

« Alors qu'il s'était prononcé en 2005 en faveur du vote des étrangers aux élections locales, Nicolas Sarkozy a fait volte-face hier en évoquant un risque de division des Français. Nicolas Sarkozy a opposé en permanence les Français les uns aux autres : ceux qui travaillent à ceux qui se trouvent victimes du chômage ; ceux qui sont riches à ceux qui souffrent de la pauvreté, ceux qui sont Français à ceux, étrangers qui résident sur notre territoire... Permettre à chacun de se reconnaître dans une République forte d'elle-même qui garantisse le respect des droits fondamentaux et la possibilité pour chacun de participer à la vie de la cité, tel est le pacte que François Hollande entend proposer au pays pour les cinq prochaines années. »

2^{ÈMES} RENCONTRES DE LA LAÏCITÉ

La laïcité jour après jour

Le 6 décembre auront lieu les deuxièmes rencontres de la laïcité organisées par le Groupe socialiste de l'Assemblée nationale. À cette occasion sera présenté un « Guide pratique de la laïcité pour les élus de la République » rédigé sous la direction de Jean Glavany. « L'an dernier, l'initiative avait rencontré un tel succès, une telle demande de parole que nous avons ressenti le besoin de réitérer l'expérience », raconte celui-ci. « Ce guide est le fruit d'un travail collectif », il est basé sur le travail sur le terrain mené par Dounia Bouzar, anthropologue, qui a rencontré des élus socialistes à Paris, Lille, Brest, Nantes, Dijon, Grenoble... Il a pour objectif d'aider les élus locaux confrontés à des difficultés concrètes, sensibles et quotidiennes dans la gestion de collectivités locales et « à prouver qu'on peut appliquer la laïcité au quotidien aussi sereinement que légalement », se félicite le député

des Hautes-Pyrénées, ex-secrétaire national à la laïcité du PS. Au cœur de ce guide, une vingtaine de fiches pratiques avec des cas concrets et en regard ce que dit la loi, ce qu'il faut éviter, comment s'y prendre.

Trois tables rondes se tiendront lors de cette après-midi, elles seront consacrées aux grands thèmes qui innervent le principe de laïcité : à la construction, la rénovation et le financement des lieux de culte ; aux rapports avec les associations culturelles et culturelles ; aux demandes identitaires particulières (cimetières, cantines scolaires, etc.).

Ces rencontres seront introduites par Jean-Marc Ayrault et conclues par François Hollande.

► Renseignements et inscription sur : deputes.lesocialistes.fr
Rendez-vous mardi 6 décembre de 16h30 à 20h à l'Assemblée nationale, 126, rue de l'Université, Paris VII.



Aujourd'hui, il est plus difficile pour une personne séropositive ou malade du Sida de trouver un emploi.

ENSEMBLE, LUTTONS CONTRE LES DISCRIMINATIONS



parti-socialiste.fr